

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 134 (1989)  
**Heft:** 12  
  
**Rubrik:** Revues

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 16.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Revues

### **Rivista Militare della Svizzera Italiana N° 5, septembre-octobre 1989**

La livraison d'automne s'ouvre par deux articles consacrés à l'initiative «Pour une Suisse sans armée». Le premier, du rédacteur en chef, en appelle à la conscience du peuple suisse et s'attache à l'étude des impacts economico-financiers de l'armée et donc de son éventuelle suppression. Dans le second, le colonel EMG Claudio Rosa se penche sur les aspects stratégiques du problème et sur les conséquences d'une suppression de l'armée sur notre politique étrangère.

La seconde partie de la revue est consacrée au cinquantenaire de la mobilisation et contient notamment le texte de l'allocution prononcée à cette occasion par le président du Conseil d'Etat tessinois. M. Giuseppe Buffi exprime clairement, et une fois de plus, que la signification de ces manifestations doit être celle de la reconnaissance et non celle d'une «fête à la guerre».

### **Revue de l'OTAN N° 4, août 1989**

Président du Comité militaire de l'OTAN, le général Wolfgang Altenburg développe la théorie de la maîtrise des armements. Celle-ci a pour objet l'accroissement de la stabilité internationale et, par suite, celui de la sécurité de tous les Etats. L'auteur relève que, en dépit des accords conclus avec les Etats-Unis, «le Pacte de Varsovie reste structuré en vue d'actions par surprise et d'actions offensives, alors que l'OTAN ne l'est pas». Cela étant, le général Altenburg souligne que tout accord de limitation doit être complété par un accord de vérification. A cet égard, il est d'avis que l'on peut prendre M. Gorbatchev au sérieux: c'est, dit-il, un homme courageux. A l'heure actuelle, il craint moins le potentiel de l'OTAN que le bas niveau de vie de l'Union soviétique. Par suite, la réduction des armements stratégiques ne suffit plus: il faut s'acheminer vers une réduction semblable des forces conventionnelles, grosses mangeuses de moyens

financiers et d'hommes qui trouveraient mieux à s'employer en faveur d'une économie aux capacités actuellement insuffisantes.

A noter encore la contribution d'un journaliste espagnol correspondant en Europe de l'Est, M. Francisco Bohigas, qui analyse la pénétration de l'information occidentale derrière le rideau de fer et ses conséquences. Il relève qu'il a de tout temps été difficile à l'information occidentale de se faire une place en Russie. Les moyens modernes l'ont permis, ce qui n'est pas sans retombées sur l'évolution politique de l'URSS et des pays satellites. Qui aurait pu imaginer, sous Brejnev encore, que l'on puisse trouver dans les librairies moscovites l'autobiographie traduite en russe du président des Etats-Unis?

### **Revue de l'OTAN N° 5, octobre 1989**

Pour poursuivre sur la lancée du numéro précédent, le journaliste du *Monde* et de *Radio France Internationale*, Thomas Schreiber, examine le sort des alliés européens de l'Union soviétique: plus tout à fait satellites, dit-il, pas encore partenaires. La résurgence des nationalismes est encore contrée par une forte dépendance économique. De nouvelles règles de compétition devront à cet égard être mises en place. Il semble bien que l'on en prenne le chemin, un chemin qu'il ne paraît désormais plus possible de rebrousser.

Un démographe américain, M. Murray Feshbach, examine les conséquences qu'ont ou auront les tendances démographiques en Union soviétique sur les forces armées. Il y a d'une part un déplacement de natalité du nord vers le sud qui fait, par exemple, qu'un nombre croissant de recrues ne parlent pas le russe et que c'est à l'armée qu'il revient de le leur apprendre! Un renversement de tendance est perceptible, mais ses effets ne sont pas attendus pour ces prochaines années. A relever, en outre, qu'un nombre croissant de jeunes Soviétiques présentent des troubles physiques ou psychiques (foie, reins, ulcères, troubles nerveux, toxicomanie) qui les rendent inaptes au service militaire. L'auteur considère ces problèmes de santé comme étant «d'une exceptionnelle gravité».

## Défense nationale, octobre 1989

Nouveau directeur de la publication, Paul-Marie de la Gorce ouvre cette livraison par «Une nouvelle réflexion stratégique». Celle-ci est tout naturellement inspirée par les changements que nous observons dans les pays de l'Est européen et qui battent en brèche la bipolarité du monde à laquelle nous étions habitués depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Or, la réflexion stratégique se fonde sur un certain état des relations internationales autant que sur l'évolution des armements, le rapport des forces ou leur concept d'emploi.

Aujourd'hui, relève l'auteur, «nul ne met en doute la dispersion de l'ancien camp communiste ni qu'elle atteigne gravement la région naguère tenue le plus fermement en mains, c'est-à-dire l'Europe de l'Est». Quelles conséquences en tirer? Les analyses divergent, et c'est bien normal. Elles n'en sont d'ailleurs qu'à leurs premiers balbutiements. Mais la réflexion stratégique est ainsi stimulée; elle a de nouveaux terrains à explorer, ce à quoi la revue va s'employer dans les mois à venir.

On commence tout de suite avec l'étude «Rapport des forces et stratégie» de l'amiral Pierre Lacoste. L'auteur rappelle les principales mutations auxquelles il nous a été donné d'assister ces derniers mois avant de tenter une approche à la fois prospective et stratégique du problème. Il distingue des permanences, comme la présence des conflits ou les traits spécifiques de chacun des acteurs stratégiques, ou encore les «règles du jeu» et l'«inertie des systèmes». Mais il y a aussi des variables: les organisations internationales, les systèmes de télécommunication pour ne citer que ces deux-là. Pour la stratégie française, l'auteur rappelle que celle-ci doit rester, quelles que soient les conditions extérieures, celle de la sécurité.

Le chef d'état-major général soviétique, le général Moisseev, s'exprime sur la nouvelle pensée politique et la doctrine militaire soviétique. Il rappelle qu'en symbiose avec la pensée politique, la doctrine militaire de l'URSS prévoit expressément «de n'entreprendre en aucun cas d'actions

militaires contre un Etat ou une alliance si nous ne sommes pas exposés nous-mêmes à une agression». Dont acte. Contrairement au Groupe pour une Suisse sans armée, le général soviétique est, lui, d'avis «qu'un pays se doit de posséder le niveau minimal de forces armées dont la composition et la structure assurent une défense fiable de l'Etat et de ses alliés, tout en excluant la possibilité de conduire des opérations offensives». N'est-ce pas là assez exactement la définition de l'armée suisse dont notre parti communiste national appuie la suppression? En tout cas, Moisseev rejoint l'amiral Lacoste qui, dans l'article mentionné plus haut, affirme notamment: «L'armée et la monnaie, symboles incontestables de la souveraineté nationale, demeurent inséparables de la notion d'Etat.» Là-dessus, dirait Guitry, nous voilà bien d'accord!

## Défense nationale, novembre 1989

Traditionnellement à cette période de l'année, la revue s'ouvre par l'allocution du premier ministre à l'Institut des Hautes études de Défense nationale. Non moins traditionnellement, il s'agit d'un tour d'horizon de la défense en France et de l'inévitable rappel du concept d'emploi des forces nucléaires. M. Michel Rocard annonce en passant une amélioration générale des conditions d'existence des militaires, suite des remous qui ont agité la Gendarmerie l'été passé.

La revue continue à s'intéresser aux changements qui affecte les pays de l'Est. D'abord par une étude collective de plusieurs personnalités qui estiment qu'il ne s'agit que du début d'une profonde transformation des relations stratégiques internationales dont on ne peut, pour l'heure, que discerner à peine les premiers contours. Ensuite par l'article d'un sénateur, M. Xavier de Villepin, qui, dans «L'URSS devant une page blanche», dresse le catalogue des difficultés majeures que connaît ce pays et qui vont demander à M. Gorbatchev «beaucoup d'efforts». Pièces de résistance de ce catalogue: le désarroi dans l'économie et l'agitation dans les républiques.